

Cour d'Appel de Versailles

Tribunal de Grande Instance de Nanterre

Jugement du : 14/06/2018

15ème chambre correctionnelle

N° minute : 118

N° parquet : 14360000002

Débat le : 04/05/2018

Délibéré le : 14/06/2018

JUGEMENT CORRECTIONNEL

A l'audience publique du Tribunal Correctionnel de Nanterre le QUATORZE JUIN
DEUX MILLE DIX-HUIT,

Composé de :

Président : Madame DA CAMARA Inès, vice-président,
Assesseurs : Madame TRUCHET Marie, vice-président,
Monsieur FERRE Christian, magistrat exerçant à titre temporaire,

Assisté de Madame BOUCHOUL Selma, greffière,

en présence de Madame FOY Nathalie, procureur de la République adjoint,

a été rendue la décision dans l'affaire

ENTRE :

Monsieur le PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, près ce tribunal, demandeur et
poursuivant

PARTIE CIVILE :

la SA BE SPORT INC, dont le siège social est sis Chez Maître Samuel SAUPHANOR
16 rue de l'Elysée - 75008 PARIS 8EME FRANCE, partie civile, prise en la personne
de **ROBERT Philippe**, demeurant : 3 MATTHEW PARKER STREET LONDRES
SW1H 9NE ROYAUME-UNI, son représentant légal,
non-comparant représenté avec pouvoir par Maître SAUPHANOR Samuel avocat
au barreau de PARIS (Toque K0116),

ET

Prévenu

Nom : **AMMAR Oussama**

né le 25 septembre 1986 à MAIS EL JABAL (LIBAN)

de AMMAR Mahmoud et de JABER Yosra

Nationalité : française

Situation familiale : concubin

Situation professionnelle : dirigeant de société

Antécédents judiciaires : jamais condamné

Demeurant : 140 De Beauvoir Road N14DJ LONDRES ROYAUME-UNI

Situation pénale : libre

comparant assisté de Maître ZAGURY Victor avocat au barreau de PARIS, (Toque E0134),

(dépôt de conclusions aux fins de relaxe partielle)

Prévenu des chefs de :

- ABUS DE CONFIANCE faits commis du 1er juin 2011 au 23 décembre 2011 à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS

- FAUX : ALTERATION FRAUDULEUSE DE LA VERITE DANS UN ECRIT faits commis du 1er juin 2011 au 29 février 2012 à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS

- USAGE DE FAUX EN ECRITURE faits commis du 1er juin 2011 au 29 février 2012 à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS

Prévenu

Nom : **MUNK Nicolas, Yvon**

né le 20 mars 1972 à ROUEN (Seine-Maritime)

de MUNK Yvan et de LUBRANO Gilberte

Nationalité : française

Situation familiale : concubin

Situation professionnelle : ingénieur informatique

Antécédents judiciaires : jamais condamné

Demeurant : 761 rue des canadiens 76230 BOIS GUILLAUME

Situation pénale : libre

non-comparant représenté avec pouvoir par Maître LASTELLE Florian (Toque A39) substitué par Maître DELACARTE Maxime (Toque A554),

Prévenu des chefs de :

- COMPLICITÉ DE FAUX : ALTERATION FRAUDULEUSE DE LA VERITE DANS UN ECRIT faits commis courant février 2012 à PARIS, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS

- RECEL DE BIEN OBTENU A L'AIDE D'UN ABUS DE CONFIANCE faits commis en juillet 2011 à PARIS, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS

Les prévenus ont été cités par le procureur de la République, par voie diplomatique en lettre recommandée avec accusé de réception pour AMMAR Oussama et par lettre recommandée avec accusé de réception signé le 07/11/2017 pour MUNK Nicolas.

AMMAR Oussama a comparu à l'audience assisté de son conseil ; il y a lieu de statuer contradictoirement à son égard.



Il est prévenu :

- Pour avoir, du 1er juin 2011 au 23 décembre 2011, à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS, depuis temps n'emportant pas prescription, détourné à des fins personnelles les fonds qui lui étaient alloués en sa qualité de directeur général de la société BESPORT aux fins de remplir ses fonctions d'animation marketing et de recrutement de consultants pour le compte de ladite société, notamment en signant un contrat de sponsoring avec le salon LE WEB'11 et en opérant des dépenses non justifiées, et ce pour un montant total de 94.499EUR (73.907EUR de factures et 20.592EUR de retraits non justifiés), faits prévus et réprimés par ART 113-6, 113-8, 314-1, 314-10 du code pénal.
- Pour avoir, du 1er juin 2011 au 29 février 2012, à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS, par quelque moyen que ce soit, altéré frauduleusement la vérité d'un écrit ou de toute autre support de la pensée destiné à établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques, en l'espèce en établissant une fausse facture au nom de Daniel KERLEY et une fausse facture au nom de la société PROTOVISION, et fait usage des dits faux dans le but de justifier les abus de confiance commis au préjudice de la société BESPORT,, faits prévus et réprimés par ART.113-6, 113-8, 441-1, 441-9, 441-10, 441-11 du code pénal.

MUNK Nicolas n'a pas comparu mais est régulièrement représenté par son conseil muni d'un pouvoir ; il y a lieu de statuer contradictoirement à son égard.

Il est prévenu :

- Pour s'être, courant février 2012, à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS, rendu complice par aide ou assistance du délit de faux commis par Oussama AMMAR, en l'espèce en lui fournissant un masque de facture de la société PROTOVISION, , faits prévus et réprimés par ART.113-6, 113-8, 121-6, 121-7, 441-1, 441-9, 441-10, et 441-11 du code pénal.
- Pour avoir, à PARIS et sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS, en juillet 2011, en tout cas depuis temps n'emportant pas prescription, sciemment recelé 5.000 EUR qu'il savait provenir d'un abus de confiance commis au préjudice de la société BESPORT, faits prévus et réprimés par ART 113-6, 113-8, 321-1, 321-3, 321-4, 321-9, et 321-10 du code pénal.

L'affaire a été appelée à l' audience du 07/12/2017 et renvoyée à la demande des parties au 4 mai 2018.

DEBATS

Le 4 mai 2018, à l'appel de la cause, la présidente, a constaté l'absence de MUNK Nicolas, la présence et l'identité de AMMAR Oussama et a donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

La présidente a informé le prévenu de son droit, au cours des débats, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire.

La présidente a instruit l'affaire, interrogé le prévenu présent sur les faits et reçu ses



déclarations.

Maître Samuel SAUPHANOR, conseil de la société BE SPORT INC a informé la présidente du désistement de la partie civile, un accord transactionnel est intervenu entre les parties.

Le ministère public a été entendu en ses réquisitions.

Maître ZAGURY Victor, conseil de AMMAR Oussama a été entendu en sa plaidoirie.

Maître DELACARTE Maxime, conseil de MUNK Nicolas a été entendu en sa plaidoirie.

Le prévenu a eu la parole en dernier.

Le greffier a tenu note du déroulement des débats.

Puis à l'issue des débats tenus à l'audience du QUATRE MAI DEUX MILLE DIX-HUIT, le tribunal composé comme suit :

Président : Madame KEROMES Gwenaël, premier vice-président,
Assesseurs : Madame DA CAMARA Inès, vice-président,
Madame CHAMPAGNE Céline, vice-président,

assisté de Madame BOUCHOUL Selma, greffière

en présence de Madame FOY Nathalie, procureur de la République adjoint,

a informé les parties présentes ou régulièrement représentées que le jugement serait prononcé le 14 juin 2018 à 13:30.

A cette date, vidant son délibéré conformément à la loi, le Président a donné lecture de la décision, en vertu de l'article 485 du code de procédure pénale,

Le tribunal a délibéré et statué conformément à la loi en ces termes :

EXPOSE DES FAITS:

La société BE SPORT INC start-up créée en juin 2011 entre trois associés, Philippe ROBERT, William LE FERRAND et Oussama AMMAR, avait pour objet l'animation d'un réseau social orienté vers le monde du sport.

Au sein de BE SPORT, Oussama AMMAR a exercé les fonctions de directeur général, entre le mois de juin 2011 et le 23 décembre 2011, date de son éviction de la société. Il était plus particulièrement chargé de l'animation marketing et du recrutement des consultants pour les aspects graphiques, design et maquettes, tandis que les deux autres, LE FERRAND William était chargé du développement technique et plateforme technologique, et ROBERT Philippe, du financement et de la stratégie.

Oussama AMMAR disposait d'un budget de 200 000 € pour effectuer les missions qui étaient les siennes, dont le recrutement des consultants externes.

Selon la plainte déposée par Philippe ROBERT pour le compte de la société BE



SPORT, au cours des deux premiers mois, Oussama AMMAR avait respecté le budget alloué, mais à partir du 3ème mois, les deux associés se sont aperçus qu'il ne rendait plus compte de son activité, ce qui les avait conduit à s'interroger sur l'utilité et le bien fondé des dépenses et des initiatives qu'il prenait pour le compte de la société. Oussama AMMAR engageait des frais qui obéraient la trésorerie de BE SPORT alors que son activité était difficile à cerner, bien qu'il leur ait assuré qu'il s'investissait beaucoup pour mener à bien des projets ambitieux et était très souvent en déplacement. Ils ne voyaient toutefois pas la concrétisation de ces projets. De plus ils apprenaient par d'anciens associés d'Oussama AMMAR, que celui-ci avait été à l'origine de dettes au sein de la société HYPIOS, dont il était le président fondateur, dette qui avait grevé la trésorerie et causé de lourdes pertes à cette société.

Le conflit entre les associés s'est cristallisé à l'occasion du salon du WEB en 2011. Oussama AMMAR avait engagé, à l'insu des deux associés, la société BE SPORT aux termes d'un contrat de sponsoring, alors que la participation de BE SPORT à ce salon avait fait l'objet d'un refus de la part de Philippe ROBERT, qui estimait que la société était trop jeune et n'avait pas d'activité significative à présenter. Or la facture de sponsoring était conséquente : 35 880 €, somme qu'Oussama AMMAR avait réglée dans un premier temps en émettant un chèque de ce montant sur le compte d'une de ses sociétés, chèque qui sera rejeté par la banque le 23 décembre 2011, rejet qui donnera lieu à des poursuites engagées devant la juridiction civile, à l'encontre de la société BE SPORT, pour le règlement de cette facture.

Le 23 décembre 2011, par une décision du conseil d'administration, il était mis fin aux fonctions d'Oussama AMMAR comme Directeur Général et Directeur Financier et celui-ci était par ailleurs exclu du CA.

Après le départ d' Oussama AMMAR, les associés découvraient sur l'ordinateur portable restitué par Oussama AMMAR à la société BE SPORT, des mails échangés avec Nicolas MUNK laissant supposer des détournements de fonds au détriment de la société BE SPORT.

A la lecture de ces échanges, il apparaissait qu'Oussama AMMAR cherchait à rembourser Nicolas MUNK d'une précédente dette :

« Bon sinon là je vais multiplier les intermédiations pour lever de l'argent et je vais en détourner un peu pour les 10 000 € restant sur chaque coup (après tout c'est ce que je sais le mieux faire) Dès que je chope trois sous je te les file histoire d'accélérer »

« je t'ai fait un virement de 5k€ depuis le compte de BE SPORT et je t'avais demandé un modèle de facture. Et sur la facture j'ai mis one shot mailing 5000USD\$ et donc ils me demandent où est la base de données

Après le nombre, j'en sais rien, mets ce que tu veux. D'ailleurs si tu en mets bcp, je peux te récupérer une autre tranche de 5K\$ car ils veulent faire un nouveau mailing. Je peux leur dire que pour 5K\$ ils peuvent repasser par toi »

Réponse de Nicolas MUNK : *« Je te joins d'ores et déjà une facture vierge pour PROTOVISION comme ça tu peux l'éditer à ta guise »*

De nombreux retraits d'espèces ont été constatés entre le 9 et le 16/09/2011, pour un total de 15 656 \$ (13 338 €), lesquels n'étaient pas justifiés.

Par ailleurs, il ressortait qu' Oussama AMMAR alors président de la SAS HYPIOS, aurait commis des abus de biens sociaux (200 000 € ayant fait l'objet d'un protocole

transactionnel).

Un audit réalisé au sein de la société BE SPORT, postérieurement au départ d'Oussama AMMAR constatait un écart de trésorerie de 102 000 €.

Entendu dans le cadre d'une enquête diligentée à partir de la plainte de la société BE SPORT, Oussama AMMAR reconnaissait une partie des faits qui lui sont aujourd'hui reprochés, mais limitait le montant des sommes détournées à 22 000 \$ US, estimant pour le surplus, qu'il avait réglé les stagiaires et autres prestataires par des versements en espèces, notamment parce qu'il ne pouvait pas utiliser la carte bancaire de la société (notamment Julien AROUN qui a travaillé pour BE SPORT, qui a bénéficié d'un virement de 38 816 € au titre d'une indemnité de consultant – d'autres versements ont été faits pour régler des stagiaires, consultants et prestataires pour des travaux de logo, de codes et de design). Il s'était en outre versé un supplément de salaire et remboursé des frais qu'il avait acquittés. Il indiquait avoir communiqué tous les justificatifs au comptable de BE SPORT, au moment de son départ.

Il reconnaissait avoir établi une fausse facture à entête de PROTOVISION pour un montant de 5.000 \$ que lui avait procuré Nicolas MUNK, afin de justifier le virement de cette somme, au profit de PROTOVISION en juillet 2011. Il s'agissait selon lui d'un remboursement d'une dette de 31 000 € qui avait été contractée auprès de Nicolas MUNK en septembre 2010, dans le cadre de l'activité de la société HYPIOS. Il indiquait que cette somme avait été remboursée à la société BE SPORT.

Il reconnaissait avoir établi une autre fausse facture de 3 000 \$ du 01/12/2011 au nom de Daniel KERLEY, l'ancien propriétaire de la villa qu'il louait à San-Francisco, afin de justifier des détournements.

Nicolas MUNK était entendu le 1er avril 2014. Il confirmait avoir prêté des fonds à Oussama AMMAR (15 000 €) qui les lui avait partiellement remboursés et restait à lui devoir 4 500 €. Oussama AMMAR lui avait proposé d'acheter une base de données composée d'adresses mails de sportifs, un peu passée mais réelle, ce qui lui permettait de justifier le règlement de la somme de 5 000 € devant rembourser une partie d'une ancienne dette. Finalement cette acquisition ne s'étant pas faite, PROTOVISION avait reçu un virement de 5000 € en juillet 2011, en solde de tout compte. Afin de lui permettre de justifier ce versement, il avait remis à Oussama AMMAR une facture VIERGE de PROTOVISION, pour que celui-ci mentionne le montant qu'il souhaitait.

MOTIFS:

Sur ce, le tribunal,

Sur les faits d'abus de confiance reprochés à Oussama AMMAR :

Il ressort des éléments du dossier et des débats, que les faits d'abus de confiance reprochés à Oussama AMMAR ne sont établis à l'égard de ce dernier qu'à hauteur de la somme de 5 000 €, somme qu'il reconnaît avoir virée à la société PROTOVISION, société gérée par MUNK Nicolas, depuis le compte bancaire de la société BE SPORT, en paiement d'une dette ancienne qu'il avait contractée auprès de MUNK Nicolas, dette sans aucun lien avec la société BE SPORT, dont il était le directeur général au moment des faits.

Pour le surplus, à savoir 89 449 €, les faits d'abus de confiance ne sont pas caractérisés à l'encontre de Oussama AMMAR dès lors qu'il n'est pas établi qu'il a utilisé les fonds



qui lui étaient confiés, à des fins étrangères à l'objet de la société BE SPORT. Selon les termes de la plainte déposée par Philippe ROBERT pour le compte de la société BE SPORT, Oussama AMMAR était chargé de l'animation marketing et du recrutement des consultants pour les aspects graphiques, design et maquettes, et disposait pour ce faire d'un budget de 200 000 €, budget qu'il déclare avoir utilisé en partie, pour le paiement des stagiaires, des consultants, le règlement des frais liés à l'activité de la société et enfin le versement d'un salaire et le remboursement de frais liés à la location d'une villa qui servait de lieu de travail et d'hébergement des collaborateurs et consultants de BE SPORT. A cet égard, le plaignant indiquait que les dirigeants de la société BE SPORT avaient accès aux comptes et relevés bancaires de la société et pouvaient dès lors suivre les dépenses qui y étaient effectuées.

L'audition de Julian AROUN qui a suivi BE SPORT pendant deux mois à San Francisco, a confirmé un versement de 290 USD en novembre 2011 en règlement de sa prestation. D'autres sommes retirées sur le compte bancaire ouvert à la BANK OF AMERICA, ont été employées pour le paiement de frais et des stagiaires ainsi comme l'atteste Marc SIMON.

Par ailleurs, quand bien même existait-il un désaccord entre celui-ci et les autres associés, sur la nature de la participation de la société BE SPORT au salon du WEB 2011, participation qui s'inscrit dans l'objet de la société, aucun élément ne permet d'affirmer de manière certaine et univoque que Oussama AMMAR avait contrevenu à une décision explicite qui lui aurait été faite de la direction de la société BE SPORT.

Enfin, Oussama AMMAR ayant quitté la société BE SPORT depuis près de 7 ans, n'est à ce jour plus en mesure de produire les justificatifs des frais qu'il a réglés, justificatifs qu'il aurait, selon ses déclarations, remis au comptable de la société au moment de son départ.

Au vu de ce qui précède, il ne ressort pas des éléments du débats que les fonds employés à savoir 89 449 €, ont été utilisés à des fins étrangères à l'activité de la société BE SPORT.

Il sera donc prononcé une relaxe à hauteur de ce montant, au profit de Oussama AMMAR.

Sur le faux et l'usage de faux, la complicité de faux et le recel de sommes provenant d'un abus de confiance

Il ressort des déclarations concordantes et constantes de Nicolas MUNK et d'Oussama AMMAR que le premier a remis au second la matrice d'une facture au nom de la société PROTOVISION, dont il était le gérant, afin que ce dernier y inscrive un montant, facture ne correspondant à aucune prestation effectuée par cette société, dans le seul but de justifier en comptabilité, le virement de la somme de 5 000 € intervenu en juillet 2011, depuis le compte de la société BE SPORT au profit de la société PROTOVISION.

Dès lors il est établi que Nicolas MUNK s'est rendu coupable de complicité de faux en remettant à Oussama AMMAR la facture vierge ayant permis la confection du faux réalisée par Oussama AMMAR, et de recel d'abus de confiance, ayant parfaitement eu conscience que les sommes perçues avaient été détournées du compte de la société BE SPORT, pour le rembourser d'une dette ancienne contractée par Oussama AMMAR.

Concernant Oussama AMMAR, il ressort des éléments de la procédure et des

déclarations de l'intéressé corroborées par celles de Nicolas MUNK, qu'il s'est bien rendu coupable de faux et d'usage de faux, dès lors qu'il a établi la facture PROTOVISION et l'a ensuite utilisée auprès du comptable ou des dirigeants de la société BE SPORT, pour justifier la sortie de la somme de 5 000 €.

DECISION:

sur l'action publique:

Ces faits étant parfaitement caractérisés à l'encontre des deux prévenus, il y a lieu de les en déclarer coupables et d'entrer en voie de condamnation à leur égard.

Le casier judiciaire de **Nicolas MUNK** ne comportait pas de condamnation au moment des faits.

Il y a lieu de prononcer en ce qui le concerne une peine de deux mois d'emprisonnement assortie en totalité du sursis.

Le casier judiciaire de **Oussama AMMAR** ne mentionne aucune condamnation. Ce dernier étant accessible au sursis, il sera prononcé à son encontre une peine de 4 mois d'emprisonnement assortie en totalité du sursis.

Sur l'action civile :

Il y a lieu de constater que la société BE SPORT dont la constitution de partie civile a été actée à l'audience du 17 décembre 2017 par voie de conclusions, s'est désistée à l'audience de l'intégralité de ses demandes, et de lui en donner acte.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, statuant publiquement, en premier ressort et contradictoirement à l'égard de AMMAR Oussama, MUNK Nicolas et de la société BE SPORT INC ,

SUR L'ACTION PUBLIQUE :

Relaxe Oussama AMMAR des faits de :

-ABUS DE CONFIANCE faits commis du 1er juin 2011 au 23 décembre 2011 à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS, concernant la somme de 89 449 €, au préjudice de la société BE SPORT ;

Déclare AMMAR Oussama **coupable** des faits de :

- ABUS DE CONFIANCE faits commis du 1er juin 2011 au 23 décembre 2011 à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS, s'agissant de la somme de 5 000 € commis au préjudice de la société BE SPORT ;

Déclare AMMAR Oussama **coupable** des faits de :

- FAUX : ALTERATION FRAUDULEUSE DE LA VERITE DANS UN ECRIT faits commis du 1er juin 2011 au 29 février 2012 à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS

- USAGE DE FAUX EN ECRITURE faits commis du 1er juin 2011 au 29 février 2012 à PARIS, NEUILLY SUR SEINE, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS

Condamne AMMAR Oussama à un emprisonnement délictuel de **QUATRE MOIS** ;
Vu l'article 132-31 al.1 du code pénal ;

Dit qu'il sera **sursis totalement** à l'exécution de cette peine, dans les conditions prévues par ces articles

Vu les dispositions de l'article 132-29 du code pénal, si le condamné commet une nouvelle infraction dans les délais prévus aux articles 132-35 et 132-37 du code pénal, le sursis pourra être révoqué par la juridiction.

Déclare Nicolas MUNK **coupable** des faits de :

-COMPLICITÉ DE FAUX : ALTERATION FRAUDULEUSE DE LA VÉRITÉ
DANS UN ECRIT commis courant 2012 à PARIS, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS
et vu les articles 121-6 et 121-7 du code pénal

- RECEL DE BIEN OBTENU A L'AIDE D'UN ABUS DE CONFIANCE commis en juillet 2011 à PARIS, en tout cas sur le territoire national ainsi qu'aux ETATS-UNIS

Condamne MUNK Nicolas, à un emprisonnement délictuel de **DEUX MOIS** ;

Vu l'article 132-31 al.1 du code pénal ;

Dit qu'il sera **sursis totalement** à l'exécution de cette peine, dans les conditions prévues par ces articles ;

Vu les dispositions de l'article 132-29 du code pénal, si le condamné commet une nouvelle infraction dans les délais prévus aux articles 132-35 et 132-37 du code pénal, le sursis pourra être révoqué par la juridiction.

En application de l'article 1018 A du code général des impôts, la présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure de 127 euros dont sont redevables chacun :

- AMMAR Oussama ;
- MUNK Nicolas ;

En cas de paiement du droit fixe de procédure dans le délai d'un mois à compter de la date où il a eu connaissance du jugement, ils bénéficient d'une diminution de 20% de la somme à payer.

SUR L'ACTION CIVILE :

Déclare recevable la constitution de partie civile de la société BE SPORT, constituée à l'audience du 07/12/2017 ;

Constata que la partie civile s'est désistée de l'intégralité de ses demandes à l'audience du 04 mai 2018 compte tenu d'une transaction intervenue entre les parties;

et le présent jugement ayant été signé par la présidente et la greffière.

LA GREFFIERE



Pour expédition certifiée conforme
Nanterre, le 06/07/2018



Le Greffier

LA PRESIDENTE

